

## INERTIES TERRITORIALES ET DECALAGES IDENTITAIRES : LES FRONTIERES INTERNES AU MEXIQUE (SUD VERACRUZ, XVII<sup>e</sup> s. – XIX<sup>e</sup> s.)

*Odile HOFFMANN*  
IRD-CIESAS, Mexico

### Introduction

Dans le sud de Veracruz, aux confins de l'état de Oaxaca, au Mexique, un conflit récurrent oppose depuis trois siècles divers groupes d'habitants qui prétendent tous à la légitimité territoriale sur ces basses terres tropicales, qu'elles soient conçues comme espace foncier (accès à la terre) ou espace de gouvernement (autonomie municipale). Parmi les arguments utilisés, l'ancienneté d'installation et l'identité indienne "première" sont fréquemment avancées face aux colons, qui en retour recourent au registre identitaire "moderne" pour justifier leur présence. Mais les jeux sont plus complexes, on le verra, et dépassent la "simple" question de la spoliation et la colonisation.

Comment un conflit territorial peut-il perdurer durant des siècles, alors même que les entités spatiales où il s'inscrit se modifient, que les acteurs qui l'animent se succèdent sans continuité apparente et que les enjeux économiques qui le sous-tendent disparaissent ou se transforment profondément d'une période à l'autre ?

En d'autres termes, comment penser la transmission, de génération en génération, d'une conflictivité soutenue par des arguments identitaires, au moment où l'on reconnaît la nature hautement flexible et contextuelle des identités ? Comment expliquer la permanence du conflit sans tomber dans un essentialisme qui ferait référence à une "identité originelle", héritée et transmise, en lutte contre des adversaires et des ennemis toujours renouvelés ? En quoi la nature frontalière de l'espace disputé intervient-elle pour légitimer les prétentions des uns et des autres ? Et, avant tout, en quoi consiste cette frontière et comment se construit-elle ?

L'analyse concerne la petite région de Huaspaltepec, aujourd'hui municipe de Playa Vicente (figure 1) à la frontière entre les états de Veracruz et Oaxaca, et se fonde sur l'étude de documents d'archives des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles<sup>1</sup>. Elle se déduit également d'un travail de terrain qui porte sur les revendications d'autonomie de l'une des principales localités de municipe, Xochiapan, celle-là même qui conduit le conflit territorial au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'exposition des termes des conflits sera suivie d'un essai d'interprétation qui soulignera "l'effet-frontière" dans la réactivation périodique de la conflictivité.

### **Des conflits multiples et imbriqués**

L'histoire pré-coloniale est encore mal connue pour la région mais tout semble indiquer que ces terres basses, aux limites nord de la sierra de Oaxaca, étaient une zone riche, très peuplée (80'000 habitants à Huaspaltepec au début du XVI<sup>e</sup> siècle), de rencontre entre des groupes mazatèques-popolocas, popolucas, nahuas, chinantèques, mixtèques, zapotèques et même totonaques et mayas (cf. les preuves linguistiques et archéologiques, ainsi que les premières chroniques rapportées par Delgado 2000, García de León 1992, De la Fuente 1989, Gerhard 2000, Aguirre Beltrán 1992). Creuset de populations, de langues et de techniques, le *señorío* de Huaspaltepec est au carrefour de deux grandes routes commerciales, celle qui descend de la sierra vers les basses terres (sud-nord) et celle qui relie l'altiplano *mexica* à l'Isthme de Tehuantepec et, au-delà, aux terres mayas d'Amérique centrale (ouest-est, cf. figure 2).

Après la conquête (1519), en moins d'un demi-siècle, le "naufage démographique" (García de León 1992) affecte la région qui se vide littéralement, laissant Huaspaltepec dépeuplé, ses derniers habitants se réfugiant dans les villages alentour. L'administration coloniale reconnaît pourtant l'existence d'une entité appelée "Corregimiento de Huaspaltepec", aux limites floues mais qui correspondraient à celle de l'ancien "*señorío*", situé entre les *Alcaldías mayores* de Cosamaloapan, au nord, et de Villa Alta, au sud (figure 3). De statut administratif incertain par rapport à ses voisins, le *corregimiento* de Huaspaltepec fonctionne comme une zone tampon entre les deux *Alcaldías*.

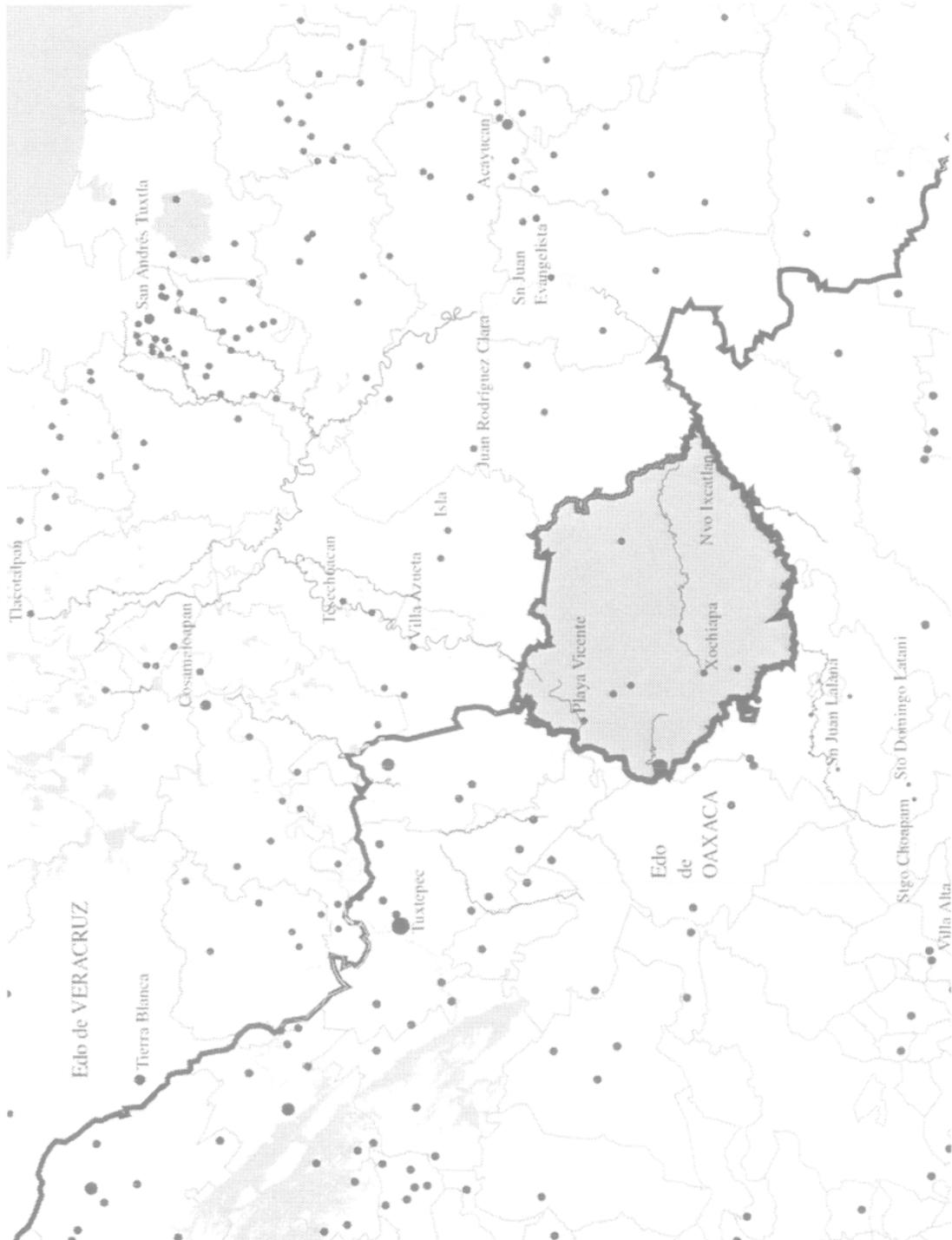


Fig. 1 : Localisation du municipe de Playa Vicente, à la frontière Veracruz-Oaxaca (points : villages supérieurs à 1000 hab. en 2000)

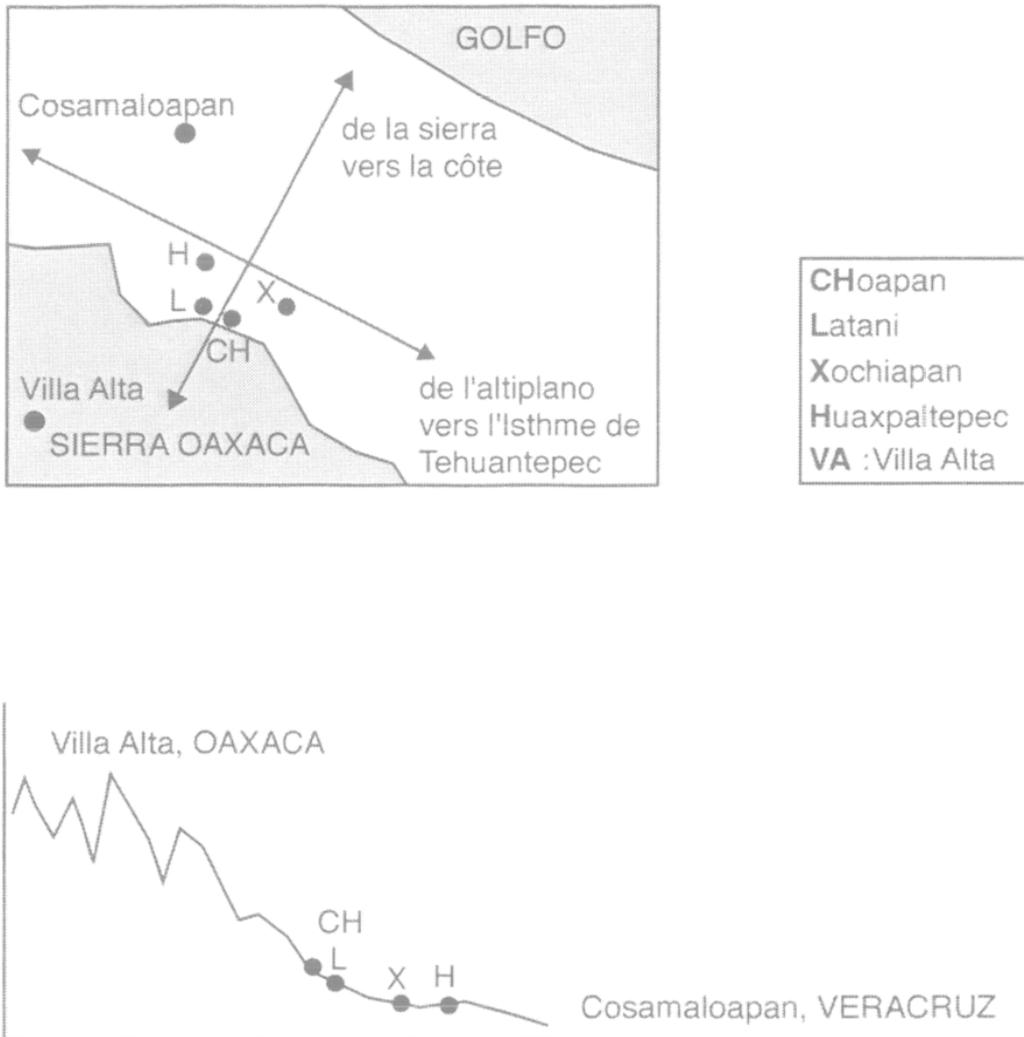
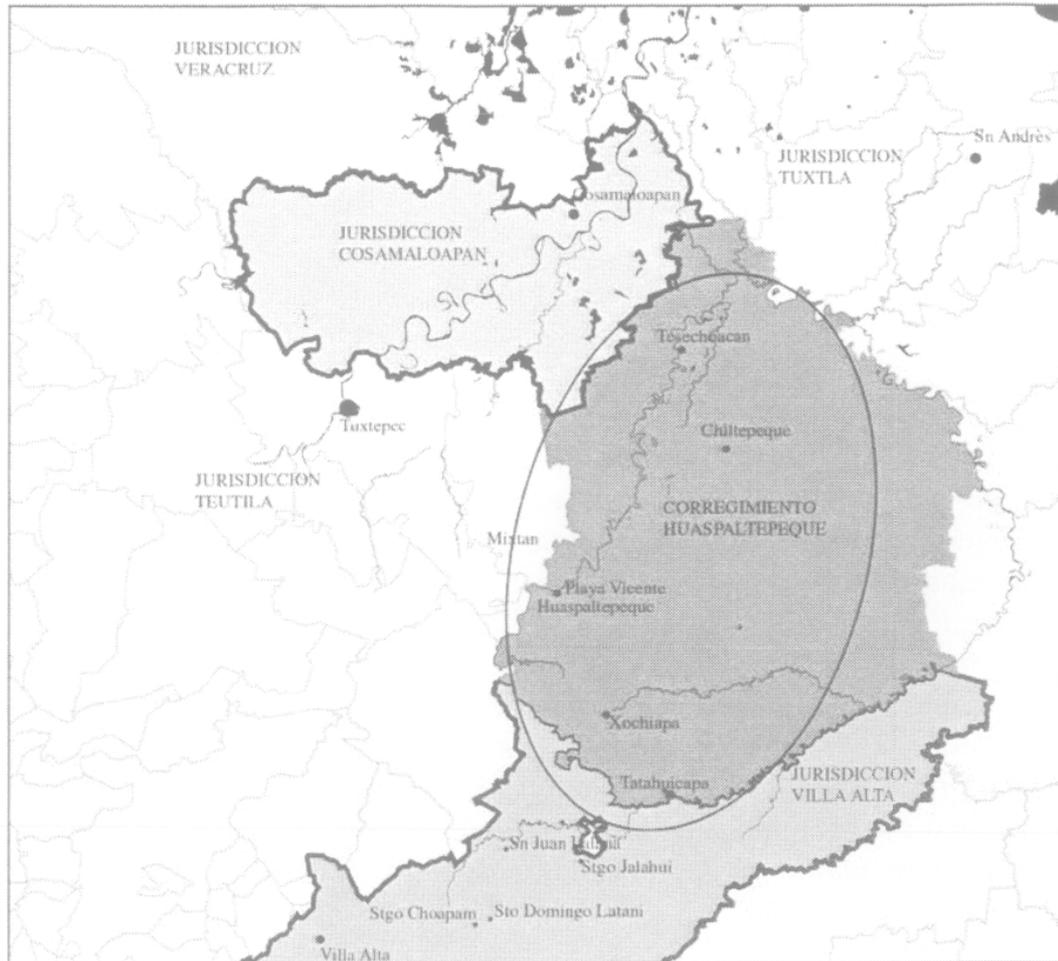


Fig. 2 : Les basses terres de Huaspaltepec, au croisement des routes commerciales (XVIe)



○ Aire de conflits des "gens de Latani y Sochiapan"  
 Source: AGN (cf. texte), Gerhard 2000, Delgado 2000.

Fig. 3 : Configuration territoriale, XVIIe (corregimiento) et XVIIIe s. (Jurisdicciones). Les limites sont approximatives et reprennent les limites municipales actuelles

L'incertitude administrativo-territoriale, typique de cette époque de première colonisation (Gerhard 2000, O'Gorman 1985), permet en effet la coexistence d'unités spatiales de gouvernement hiérarchisées mais non emboîtées les unes dans les autres. Zone de piémont et zone de transition géographique et politique, la petite région de Huaspaltepec répond à une définition multiple de la frontière : limite entre deux entités (définition géopolitique classique, Lacoste), mais aussi interface privilégiée entre deux systèmes différents (Roger Brunet), zone de passage et de relais qui n'a pas forcément de limites claires mais où la "densité des différences" y est plus élevée qu'ailleurs.

Après le dépeuplement de Huaspaltepec, Tesechoacan et Xochiapan sont les principales localités du *corregimiento*. La récupération démographique de la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> s. s'alimente de la migration de proximité des zapotèques, venus des villages de Latani et Choapan (Alcaldia de Villa Alta) afin d'exploiter les terres de berges pour y cultiver le coton. Ce sont eux qui s'allient à Xochiapan pour obtenir, en 1725, la possession des anciennes terres du *corregimiento*, par composition royale confirmée en 1737 et 1745. A partir de ce moment et jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, toute référence aux autres peuples disparaît : la complexité culturelle pré-hispanique a sombré au profit des "gens qui parlent la langue zapotèque", ou "des gens de Xochiapan et Latani", seuls mentionnés dans les documents d'archives. L'ancien territoire creuset de cultures, riche de populations et de productions diverses, devient un espace sous-peuplé aux marges de deux pôles de pouvoir, l'un dans la plaine inondable du Papaloapan (Cosamaloapan), l'autre dans la sierra de Oaxaca (Villa Alta).

Dès la confirmation de leurs droits territoriaux, les "gens de Xochiapan et Latani" entrent en conflit avec leurs voisins. Durant près d'un siècle, ils soutiendront diverses controverses avec les Tuxtepec à l'ouest, les noirs et mulâtres de Tesechoacan et la Hacienda de Uluapan au nord, les zapotèques de Tatahuicapan au sud et à l'est, et même avec leurs propres villages d'origine, Latani et Choapan, au sud. Dans la plupart des cas, il s'agit de contester aux uns ou aux autres les droits ouverts par la location de terre, le défrichement ou la mise en culture. Les "gens de Xochiapan et Latani" perdront une grande partie de leurs terres

dans ces différends, en en conservant toutefois la portion sud jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, sous forme de terres communales et de municipale indépendant<sup>2</sup>.

Mais le plus intéressant est de noter l'intervention systématique des deux *Alcaldías* mayores voisines dans ces conflits qui sont apparemment d'ordre foncier, entre paysans la plupart du temps. Toutes deux réclament l'intégration du *corregimiento* dans leur juridiction. Les luttes foncières des terres de Huaspaltepec se doublent dès lors d'un conflit politico-territorial sur la gestion et le gouvernement de ces terres de l'entre-deux, qui se transformeront, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en zone de frontière entre *intendencias* (entités qui succèdent aux *alcaldías mayores* à la fin du XVIII<sup>e</sup> avec les réformes borboniques, (Chance 1998 et Diaz Polanco 1999), puis entre les Etats de Veracruz (Cosamaloapan) et de Oaxaca (Villa Alta).

Pour la *Alcaldía mayor* de Villa Alta, dont le chef-lieu se situe dans la sierra, les basses terres lui reviennent "naturellement", puisqu'elles sont occupées par des gens originaires de sa juridiction, qui vont cultiver le coton sur les berges des rivières de Huaspaltepec tout en maintenant l'ensemble de leurs relations sociales, économiques, rituelles et politiques avec leurs villages d'origine. Dans une logique "communale" d'usage et de gestion des ressources, la cohérence sociale détermine l'organisation territoriale ; le tracé de la frontière doit s'adapter au peuplement et non l'inverse, et les terres habitées et travaillées doivent "logiquement" s'inscrire dans la juridiction d'origine de ces populations.

De fait, au XVIII<sup>e</sup>, les paysans de Huaspaltepec rendent tribut à Villa Alta, sous forme de coton et de toiles tissées. Il faut savoir qu'à cette époque, le négoce du coton, exporté vers Oaxaca et Tehuantepec, était particulièrement rentable puisqu'il assurait à la *Alcaldía* de Villa Alta les rentrées fiscales les plus élevées de Nouvelle Espagne (Chance 1998). Le contrôle du travail forcé (*repartimiento*), du tribut en nature (coton et toiles) et en général des obligations communautaires imposées aux Indiens, est alors stratégique pour Villa Alta qui ne peut accepter de perdre les terres basses, lieu de production de la matière première. De

fait, elle en conservera le contrôle de 1725 à 1790, malgré les innombrables plaintes de son voisin et adversaire.

La *Alcaldía* de Cosamaloapan, qui poursuit les mêmes objectifs : le contrôle des terres basses et de la production cotonnière, s'appuie au contraire sur un discours qui annonce la modernité et qui se consolidera avec la réorganisation politique de la fin du XVIIIème (disparition des *Alcaldías* et création des *intendencias*) et XIXème (création des états). Son discours se réfère à la gouvernabilité de ces terres basses et s'appuie entre autres sur des arguments géographiques : plus proches de Cosamaloapan (dans la plaine) que de Villa Alta (dans la montagne), ces terres sont d'accès facile par navigation fluviale, ce qui permettra une meilleure administration de la justice et en général de l'ordre public. En effet, selon Cosamaloapan, ces terres sous contrôle de Villa Alta "ne sont que ranchos de culture de coton, sans gouvernement civil ni politique" (AGN Tierras, V.2075, Exp.1, F.113). Les terres étant géographiquement situées dans sa juridiction, les habitants doivent alors dépendre du chef-lieu correspondant (Cosamaloapan) et s'autonomiser de leurs villages d'origine, dans une relation univoque entre territoire et population qui seule permettra le progrès et la modernité. C'est précisément à cette époque (milieu et fin XVIIIème) que débute la colonisation des tropiques, avec la concession de vastes espaces pour l'exploitation forestière<sup>3</sup>, dont l'un des premiers bénéficiaires est un certain Vicente Villa<sup>4</sup>.

Avec ces nouvelles activités et les populations correspondantes (Espagnols et métis venus pour s'installer), Cosamaloapan croît en importance dans la mesure où la navigation fluviale se développe et les flux de marchandises se réorientent vers le nord, vers la côte de Veracruz, favorisant la colonisation des terres basses. Parallèlement, la fin du *repartimiento* et le déclin des ressources fiscales correspondantes enlèvent sa principale source de revenu à Villa Alta, qui devient dès lors un chef-lieu isolé dans la montagne de Oaxaca, loin des circuits commerciaux et des centres de pouvoirs de l'époque. On comprend mieux dès lors pourquoi, à la fin du XVIIIème, Villa Alta perd son combat et doit laisser les terres basses s'intégrer à Cosamaloapan.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, le développement et le peuplement de cette juridiction débouchent sur une réorganisation administrativo-territoriale, avec l'érection d'un nouveau municipio qui rend hommage au premier concessionnaire forestier et qui, sous le nom de Playa Vicente, se crée sur des terres cédées par "les gens de Xochiapan et Latani" en 1844 et 1867. Officiellement reconnu en 1873, le nouveau municipio ne tarde pas à absorber ce qui restait des territoires et intègre en 1887 l'ancien municipio de Xochiapan (qui avait lui-même absorbé celui de Tatahuicapan quelque années plus tôt, figure 4). En cette fin de XIX<sup>ème</sup> siècle modernisateur, la politique de Porfirio Díaz vise à supprimer toute propriété corporatiste, en imposant la répartition individuelle des terres collectives et en déclarant "l'extinction des communautés indiennes", désormais privées de droits collectifs. La plupart des terres sont vite rachetées ou confisquées par des entrepreneurs, le plus souvent étrangers (d'abord, puis européens et américains), qui misent sur le développement futur de plantations de café, tabac et coton<sup>5</sup>.

Dans ce contexte économique prometteur, le conflit se ravive entre les deux juridictions, désormais les Etats de Veracruz et de Oaxaca, autour de la zone frontière aux limites toujours incertaines. En 1873, l'état de Oaxaca prétend recenser les résidents du côté de Veracruz "parce que ceux-ci le demandent", étant originaires de Oaxaca. Il reprend ainsi à son compte le discours communal développé jadis par Villa Alta, selon lequel l'appartenance au groupe social – indien dans ce cas - devrait décider de l'*adscription* à l'espace de gouvernement. La réponse du maire du côté veracruzain à son homologue oaxaqueño est sans appel : "L'état de Veracruz, Mr le Maire, est à l'avant-garde de la civilisation, ce qui fait qu'ici le citoyen jouit d'une liberté complète, et par conséquent il est libre de changer son domicile non seulement vers un autre village ou un autre état, mais également à l'étranger" (Blázquez, 1986, tomo III, pp. 1473-1493).

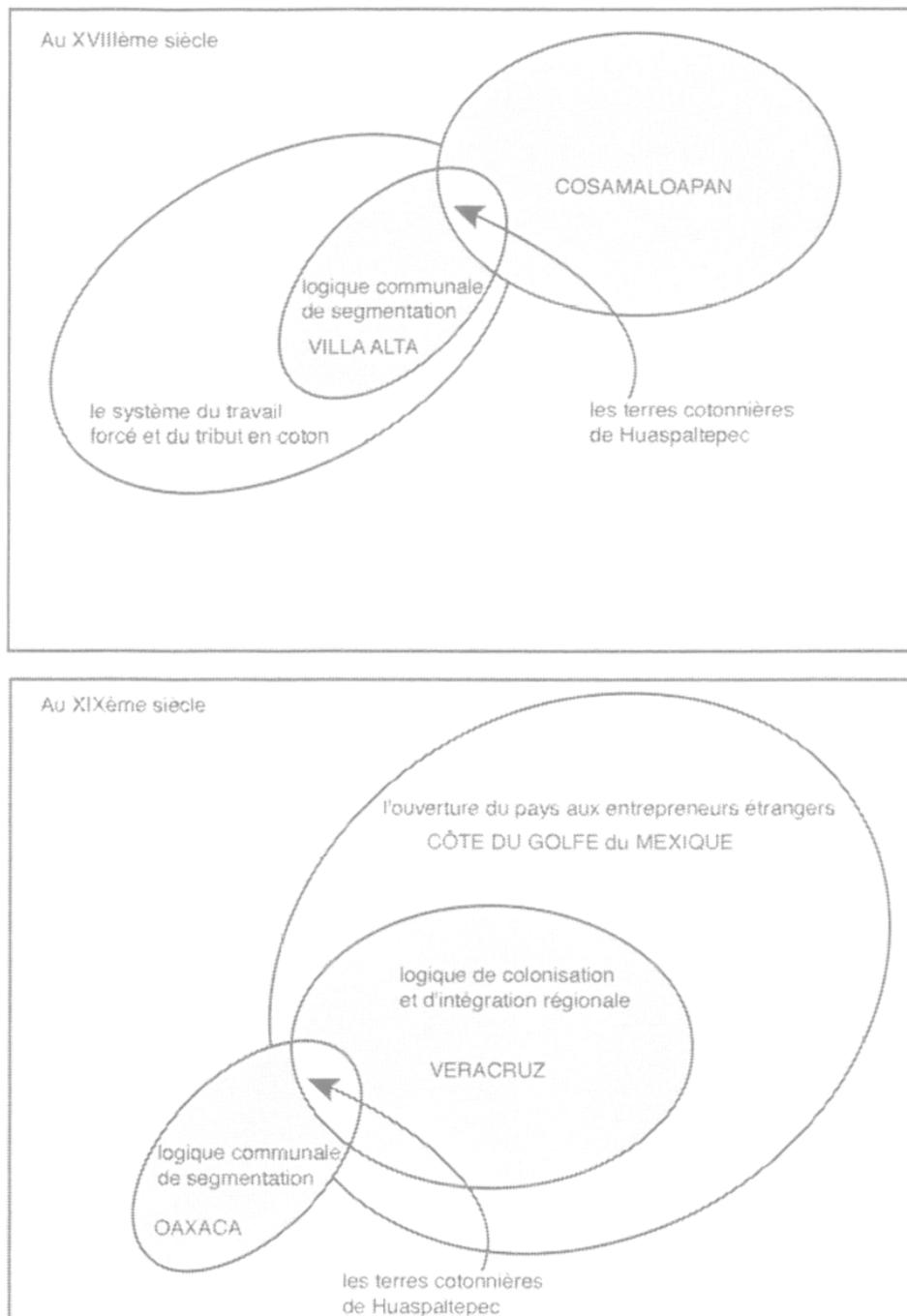


Fig. 4 : Les espaces interconnectés, au XVIIIe et XIXe s.  
Le basculement vers les terres basses et la côte du Veracruz

L'argumentation en termes de "civilisation" et de "citoyens" s'accorde bien à l'ambiance du moment qui prône la fin des "communautés" indiennes considérées comme obstacle à la modernisation. Elle en appelle ainsi à une distinction "fondamentale" entre un Veracruz "civilisé et moderne" (référence à la liberté individuelle, à l'étranger) et un Oaxaca qui ne le serait pas.

Cette distinction va s'accroître tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, dans la mesure où, après la Révolution de 1910, les deux états suivent des politiques divergentes en matière de gestion territoriale et agraire. Les terres basses veracruzaines, qui correspondent aux anciennes propriétés indiennes démantelées au XVIII<sup>ème</sup> et accaparées par les entrepreneurs à la fin du XIX<sup>ème</sup>, sont reprises par l'Etat révolutionnaire qui les redistribue à des migrants métis ou originaires d'autres régions du pays, sous forme d'*ejidos*, de colonies agricoles ou de propriété privée (Hoffmann 2003). Toute référence aux anciennes corporations indiennes est désormais considérée comme historique et dépassée. Au contraire, du côté oaxaqueño qui avait été moins colonisé au XIX<sup>ème</sup>, l'Etat confirme les propriétés indiennes sous formes de biens communaux (jusqu'à aujourd'hui).

A la frontière des deux états, des parcelles au statut disputé sont encore l'objet de conflit, présenté comme la lutte des "chinantèques de Lalana" (un village proche de Latani, dans l'état de Oaxaca) pour la récupération de leurs "terres ancestrales". L'argumentation présentée par les Indiens dénonce les violences exercées à leur encontre "pour le seul fait qu'ils ne veulent pas se reconnaître comme veracruzains" puisqu'ils sont "natifs chinantèques de Oaxaca". Elle dénonce également les autorités municipales de Playa Vicente qui soutiennent leurs agresseurs "en tant que veracruzains" (SRA San Juan Lalana, 1990). La frontière est ici clairement mise en cause pour expliquer le conflit. Par ailleurs, la "communauté indienne" de Xochiapan du municipio de Playa Vicente (Veracruz) réclame depuis une dizaine d'années son autonomie, argumentant son passé indépendant et la récupération de son territoire municipal accaparé par Playa Vicente il y a plus d'un siècle, et inscrit son action politique dans un cadre régional qui inclut les localités voisines de Oaxaca au nom d'une identité indienne zapotèque partagée.

### **Essai d'interprétation : territoire, identité et pouvoir en zones de frontières**

En trois siècles, les dispositifs territoriaux et politiques se sont radicalement modifiés à plusieurs reprises, entraînant (et étant la conséquence) de transformations dans le peuplement et la population des espaces disputés. Pourtant, la conflictivité perdure et se réactive périodiquement, associée en général à des discours identitaires plus ou moins explicites. Je tenterai une explication qui soulignera les confusions, les connections et les variations plutôt que les permanences : confusion entre terres et territoires, connections entre espaces et temps, variations identitaires autour de la frontière.

Avant tout, il est bon de souligner que, à chaque époque, les conflits impliquent toute une gamme d'acteurs et ne se réduisent pas à l'opposition de "faibles", face à des "dominants", en général métis ou, qui leur voleraient leurs terres. "Les gens de Xochiapan et Latani" s'opposent à leurs voisins et à leurs parents, cependant que les représentants du pouvoir colonial (maires, curés, fonctionnaires, hacendados et concessionnaires) se battent entre eux pour asseoir chacun leur part d'autorité. Les alliances se font et se défont à l'intérieur et entre ces deux groupes<sup>6</sup>, que l'on peut toutefois distinguer par les enjeux qu'ils défendent : les premiers revendiquent ou contestent des droits à la terre, alors que les seconds se disputent le contrôle d'un territoire et de ses ressources (terres, mais aussi population, travail, tribut).

La distinction terre-territoire<sup>7</sup>, classique pour les géographes, nous sert ici à prendre le contre-pied des interprétations communément admises dans ce genre de conflit, selon lesquelles les communautés indiennes défendent leur territoire (en général "ancestral") face aux appétits fonciers des colons qui ne recherchent que le contrôle des terres.

Nous soutiendrons à l'inverse que, dans le cas présent, les Indiens ("les gens de Xochiapan et Latani") ne défendent pas un territoire, mais une ressource stratégique qui conditionne leur survie : les terres de berce et de production cotonnière. Ils sont prêts pour cela à se distancier de leurs villages d'origine et à mettre en cause les solidarités qui les liaient aux anciennes structures communautaires et qui leur imposaient des

obligations très lourdes à satisfaire (tribut, travail communautaire, charges diverses). Dans un processus de segmentation par ailleurs très répandu au Mexique (Dehouve 2003), les gens de Xochiapan et Latani cherchent à s'autonomiser des chefs-lieux de Oaxaca dont ils dépendaient en s'alliant, s'il le faut, aux autorités de Veracruz. La scission est légitimée par la valorisation d'une identité résidentielle (Bartolomé 1992) plutôt qu'ethnique, chaque segment formant une "unité organisationnelle" qui privilégie la logique du lieu<sup>8</sup>, de "la communauté" dans un sens restreint de communauté de résidence (Barabas y Bartolomé, 1999). On retrouve là une dynamique appuyée, voire suscitée par les pouvoirs coloniaux dès les premiers temps de la Conquête, et qui favorisèrent l'expression "d'identités paroissiales" et "l'atomisation à l'infini de villages et de communautés" (Díaz-Polanco 1999, p. 85), sans reconnaissance d'une identité générique autre que celle fondée sur l'usage d'une langue commune. A travers la défense du lieu et de l'autonomie "communautaire", se reconstitue une logique identitaire "en archipel" (id.), accompagnée le plus souvent d'une resignification de lieux symboliques (classiquement les grottes, les monts et les gouffres) et d'une variation dans les expressions publiques de l'identité. Les nuances dans l'habit "traditionnel", dans les rituels festifs, le vocabulaire et la langue, définissent ainsi des appartenances distinctes bien que souvent très proches, d'une vallée à l'autre ou d'un village à l'autre.

Pendant que les Indiens cherchaient à conserver leurs terres et leur autonomie, les colonisateurs des terres basses y voyaient un espace à investir à long terme, au-delà du contrôle foncier et productif. Avec la création du municipe de Playa Vicente, ils ancrent leurs prétentions dans le système administrativo-politique national et peuvent, à partir des postes d'autorité qui y sont localisés, imposer leurs normes et leurs façons de faire, entrer en compétition avec les autres groupes de pouvoir locaux, etc.

Dans les deux cas, les acteurs des conflits s'appuient sur la situation frontalière pour appuyer leurs demandes. Les "gens de Xochiapan et Latani" qui cherchent à s'autonomiser transgressent une double frontière, celle dessinée par l'administration et les pouvoirs centraux entre les territoires administratifs, et celle qui distingue le monde indien

oaxaqueño du monde métis veracruzain (voir plus loin). De leur côté, les nouveaux arrivés dans les basses terres profitent de l'incertitude territoriale et de la marginalité de cette zone de frontière pour tenter de mener toujours plus loin leur politique d'expansion colonisatrice. Les deux groupes ont une vision géopolitique, mais celle-ci ne fait pas intervenir les mêmes espaces ni les mêmes acteurs. Et lorsqu'ils se disputent une même portion, ils n'y accordent pas la même signification.

Ainsi si le conflit porte bien sur l'espace local, c'est en tant qu'ensemble de lieux et de parcelles pour les uns (les terres indiennes), en tant que partie d'un espace plus vaste pour les autres (l'espace régional, voire national des colons). Le jeu d'échelle n'est pas anodin, il rend compte de l'interdépendance des espaces, et de l'imbrication des significations qu'ils revêtent. Un enjeu décisif pour les indiens sera instrumentalisé par les colons qui lui donneront un nouveau sens (par exemple : la possession d'un terrain se traduira par l'appartenance à une juridiction). A l'inverse, une stratégie mise en œuvre par les colons pourra être manipulée par les autochtones qui y trouveront des avantages immédiats tout en modifiant à terme leurs atouts et leur place dans la société régionale (par exemple l'alliance tactique avec Cosamaloapan, Veracruz, qui débouche à terme sur la perte de leur territoire).

Ces jeux de miroir et d'aller-retour entre acteurs, temps et espaces transforment les manières de penser et d'agir, et l'on peut parler de "changement culturel" pour désigner ces transformations qui naissent de l'interaction. Comme le notent Gupta et Ferguson, "la question du changement social et culturel ne peut se comprendre que si on la situe dans des espaces interconnectés" (Gupta y Ferguson, 1997, p. 35). Dans notre cas, le changement social - et économique - qui accompagne les conflits récurrents se situe au carrefour des espaces et des ressources locales (les zones cotonnières de Huaspaltepec), des espaces régionaux (la sierra riche au XVIIIème, concurrencée et dépassée par les terres basses au XIXème) et nationaux (la logique tributaire du XVIIIème, l'ouverture du pays vers ses côtes et l'accueil des entrepreneurs étrangers sous Porfirio Díaz). Si chaque niveau et chaque époque met en jeu des acteurs et des logiques propres, c'est leur interconnection qui rend possible les évolutions et finalement le changement social et culturel. Au-

delà du classique binôme local-global, l'idée d'interconnexion des espaces oblige à penser *ensemble* les dépendances et les marges de manœuvre, les impositions et les innovations, les structures et les relations entre les différents niveaux.

La frontière s'est construite sur ces relations imbriquées. Ignorée, contestée ou revendiquée, elle combine trois dimensions principales - frontière politique, frontière agraire, frontière culturelle bientôt interprétée comme frontière ethnique - qui se renforcent l'une l'autre. Les transformations territoriales décrites plus haut ont en effet forgé des représentations qui marginalisent – sur les plans géographique, politique et économique- les options indiennes et valorisent l'identité métisse, moderne et colonisatrice des basses terres. Gupta et Ferguson mentionnent à ce propos que "l'identité d'un lieu naît du croisement de sa propre implication dans un système d'espaces hiérarchisés, avec sa construction culturelle en tant que communauté ou localité" (Gupta y Ferguson 1997, p. 36, trad. OH). A la frontière Veracruz-Oaxaca, les distinctions entre populations indiennes et métisses, en tant que constructions culturelles historiques, ont été renforcées par des politiques institutionnelles divergentes qui insèrent les lieux et leurs populations dans des "systèmes d'espaces hiérarchisés" différents.

Dans le Veracruz, depuis le XIXème avec la création du municpe de Playa Vicente et surtout depuis le XXème siècle avec la politique de distribution de terres aux migrants de l'intérieur du pays, les terres basses s'assument comme une frontière de colonisation à repousser toujours plus loin. De ce fait, elles sont régies par un ensemble d'institutions – *l'ejido*, la colonie agricole, la propriété privée - qui assurent l'encadrement de la population dans un dispositif politique et corporatiste dépendant du gouvernement central (le syndicat paysan, le gouvernement-PRI au pouvoir de 1929 à 2000)<sup>9</sup>. Les habitants du Oaxaca sont tout autant concernés par le clientélisme politique, mais ils le sont par d'autres canaux et d'autres institutions, liées à la figure foncière des "biens communaux" et à la constellation de leaders, dirigeants et fonctionnaires concernés par la question indienne<sup>10</sup>. La différence de traitement institutionnel (foncier et politique) induit dès lors une nouvelle distinction qui vient se superposer aux autres et conforte une interprétation

identitaire-ethnique de la frontière entre les deux états. Elle "anime" la frontière, au sens où l'entend Cruz Burguete : "les frontières n'auraient aucune signification s'il n'existait cette conscience sociale, si la population ne partageait une histoire ou si le territoire était inoccupé. En résumé, les frontières s'animent si, au-delà des délimitations juridiques, s'établissent des différences sociales, culturelles, économiques et historiques" (Cruz Burguete 1998, p. 25).

### **Conclusion**

Aux limites du Veracruz et du Oaxaca, les basses terres furent un espace de creuset et de rencontre entre cultures avant de devenir, après la Conquête, des confins disputés entre Indiens au plus grand bénéfice des colons (XVIIe-XVIIIe), des périphéries délaissées (XIXe) et enfin des marges frontières entre Etats fédérés souverains (XXe). A chaque configuration, "l'identité de l'espace" se modifie en fonction des discours élaborés par les acteurs pour justifier leurs pratiques territoriales et politiques du moment. Espace vide ou au contraire à protéger des intrus, espace à coloniser ou à conserver "de génération en génération", la vision des terres basses oppose les colons métis aux premiers processionnaires et leurs descendants. Pourtant, on aurait tort de réduire les conflits territoriaux à cette seule confrontation, et plus encore d'y voir une continuité historique. du XVIIIe à nos jours.

On a montré combien les conflits étaient divers, internes autant que stimulés par l'arrivée de colons-migrants, et revêtaient à chaque fois des dimensions locales, régionales et nationales. Il ne s'agit pas ici de revendication identitaire "ancestrale", mais d'une accumulation de différends qui mettent en jeu des identités ethnique, résidentielle, sociale et culturelle et qui cristallisent autour de la frontière administrativo-politique. Imposant une définition binaire de l'appartenance (d'un côté ou de l'autre), la frontière entretient des distinctions qui sont ensuite interprétées par les acteurs en termes qui peuvent être, mais pas obligatoirement, identitaires. Les espaces et les identités se répondent de façon non univoque ni dans l'espace, ni dans le temps. C'est en ce sens que l'on peut parler "d'inertie territoriale" et de "décalage identitaire".

Dans le cas analysé, l'inertie territoriale correspondrait par exemple au maintien de la figure du *corregimiento* colonial de Huaspaltepec bien après la conquête et le naufrage démographique, alors même qu'aucun groupe indien n'était à même d'en assurer le contrôle ou la simple gestion. Ou encore au fait que le statut juridique des terres indiennes reste flou jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup>, période où elles sont définitivement supprimées. Ainsi, elles apparaissent dans les documents d'archives en tant que "terres de tel ou tel village", parfois le simple nom du village, mais parfois aussi associées à la mention de l'*ayuntamiento* (institution municipale), de la "communauté" ou de la "corporation" indienne. La confusion règne entre terres et territoire, entre espace d'appropriation et espace de gouvernement, ce qui favorise les manipulations des uns et des autres lors des conflits répétés.

J'introduis ici la notion de décalage identitaire afin de bien préciser qu'il ne s'agit pas de continuité généalogique, mais plutôt de "moments" où l'interprétation identitaire est réactivée, où elle fait sens et se resignifie dans un contexte différent du précédent. En 1725, près de deux siècles après le désastre démographique de Huaspaltepec post-conquête, un groupe hétérogène constitué de paysans voisins et des quelques descendants des habitants "originels" en revendiquent la possession au nom de leurs droits ancestraux. Migrants tout comme d'autres, ils arrivent cependant à obtenir la propriété et ne cesseront de se battre pour la conserver (ce qui ne les empêchera pas de la perdre en quasi-totalité au cours du siècle et demi suivant). Plus de deux siècles et demi plus tard, en 1990, un groupe de paysans chinantèques revendique de nouveau des droits agraires sur ces terres, au nom de son identité indienne et oaxaquenienne et de son ancestralité sur les lieux, tout comme le fait la "communauté indienne de Xochiapan", mais cette fois pour conquérir des droits politiques et son autonomie. Il ne s'agit pas d'évaluer la validité historique de tel ou tel argument, et sûrement pas sa "vérité anthropologique", mais de relever l'aspect rythmé et segmenté des discours identitaires, qui s'affichent ou disparaissent selon les époques.

Les décalages identitaires s'exercent aussi dans l'espace, subvertissant ainsi la notion de "frontière ethnique" trop hâtivement énoncée. Aujourd'hui les habitants veracruzains de Xochiapan rétablissent des

liens politiques avec leurs voisins de Oaxaca, s'affirmant dans une identité indienne (zapotèque) partagée que Claudia Hernández (2003) interprète comme signe d'un "communalisme" retrouvé. D'autres liens n'avaient pas été rompus, échanges commerciaux de proximité, mais surtout échanges matrimoniaux et rituels, dessinant dans la vie quotidienne d'autres limites que celles des institutions ou des administrations. Les espaces d'identité s'étendent, se replient ou se recomposent plus rapidement que les espaces structurellement ou institutionnellement définis (Bourque 1997), créant des interférences ou des non-coïncidences entre une éventuelle "frontière ethnique" et les autres modalités de délimitation.

Le repérage des inerties territoriales et des décalages identitaires permet d'affirmer que la continuité ne réside pas dans la transmission d'une identité ethnique associée à un territoire délimité, mais bien dans l'usage de l'identité comme ressource symbolique et politique mobilisable. Cette utilisation stratégique est d'autant plus efficace qu'elle correspond à une zone frontière, où l'altérité est un principe reconnu et admis, qui peut s'afficher et se visibiliser, et autour duquel peuvent se négocier les alliances et les ressources. Ce n'est pas la frontière qui crée le différentiel identitaire, ce ne sont pas les espaces et les territoires qui créent ou figent l'identité, mais tous participent à "créer de la différence", laquelle peut ensuite être récupérée pour être intégrée dans des discours et des représentations identitaires.

---

### **Bibliographie**

AGUIRRE BELTRAN, Gonzalo, 1992, *Pobladores del Papaloapan. Biografía de una hoya*, CIESAS, México.

ARRÓNIZ SALINAS, Rafael, 1991, *Apuntes para la historia de Playa Vicente*, Playa Vicente, manuscrit.

BARABAS, Alicia y BARTOLOMÉ, Miguel (coord.), 1999, *Configuraciones étnicas en Oaxaca. Perspectivas etnográficas para las autonomías*, 3 vols., México, INI-CONACULTA-INAH.

- BARTOLOME, Miguel, 1992, *La identidad residencial en Mesoamérica : fronteras étnicas y fronteras comunales*, América indígena, vol. III, numsl-2, México, Instituto Indigenista Interamericano.
- BLAZQUEZ, Carmen (comp.), 1986, *Veracruz. Informes de sus gobernadores*, Xalapa, Ver., Gobierno del Estado de Veracruz.
- BOURQUE, Nicole, 1997, "Making space : social change, identity and the creation of boundaries", In : *The central ecuatorian Andes*, Bull. Latin American Research, vol. 16, no 2, pp. 153-167.
- CHANCE, John K., 1998, *La conquista de la Sierra. Españoles e indígenas de Oaxaca en la época de la Colonia*, México, Instituto oaxaqueño de las culturas, FONACULTA, CIESAS.
- CRUZ BURGUETE, Jorge Luis, 1998, *Identidades en fronteras, fronteras de identidades. Elogio de la intensidad de los tiempos en los pueblos de la frontera sur*, México, El Colegio de México.
- DE LA FUENTE, Julio, 1989, *Relaciones interétnicas*, México, INI-CONACULTA.
- DEHOUE, Danièle, 2003, *La géopolitique du Mexique. Du local au global*, Paris, CNRS Editions.
- DELGADO CALDERON, Alfredo, 2000, "La conformación de regiones en el Sotavento veracruzano : una aproximación histórica", In : Léonard, Eric y Velázquez, Emilia (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, México, CIESAS-IRD, pp. 27-42
- DÍAZ-POLANCO, Héctor, 1999, *Autonomía regional. La autodeterminación de los pueblos indios*, México, Siglo XXI editores.
- GARCÍA DE LEÓN, Antonio, 1992, *Nafragio en tierra. El impacto de la conquista en la costa de Sotavento*, siglos XV-XVII, manusc.
- GERHARD, Peter, 2000 (1972), *Geografía histórica de la Nueva España, 1519-1821*, México, UNAM.
- GUPTA, Akhil and FERGUSON, James, 1997, "Beyond "culture" : space, identity, and the politics of difference", In : Gupta, Akhil and Ferguson, James (eds), *Culture, Power, Place Explorations in Critical Anthropology*, Durkham and London, Duke University Press, pp. 33-51.
- HERNANDEZ, Claudia Tomic, *Identidad, territorio y política : la zapotecoización de localidades en el municipio de Playa Vicente*,

Veracruz, Séminaire international "Identités et mobilités", CIESAS-IRD, México, 11-13 novembre 2003.

HOFFMANN, Odile, 2003, *Reclamos territoriales y políticos en el sur de Veracruz : las múltiples virtudes de la identidad indígena*, Congreso AMER, Morelia, Michoacán, 20-23 de junio de 2003.

LEONARD, Eric, 2003, *El reparto agrario como proceso de frontera. Lógicas de autonomización social y producción institucional en el México rural, 1920-2000*, communication présentée au Colloque international "Mobilité et construction des territoires de la multiculturalité", CIESAS-IRD, Saltillo, 31 mars-3 avril 2003.

LEVY, Jacques, "Lieu-Définition", In : *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la direction de Jacques Lévy et Michel Lussault, mars 2003.

O'GORMAN, Edmundo, 1985, *Historia de las divisiones territoriales de México*, México, Porrúa, 6a ed.

SIEMENS, Alfred H. ; BRINCKMANN, Lutz, 1976, "El sur de Veracruz a finales del siglo XVIII- Un análisis de la "Relación" de Corral", *Historia Mexicana*, vol.102, pp. 263-324.

### Archives

ACAM, Archivo de la Comisión Agraria Mixta, Xalapa.

AGA, Archivo General Agrario, Cd de México.

AGEV, Archivo del Estado de Veracruz, Xalapa.

AGN (tierras, civil, indios, mercedes, subdelegados), Cd de México.

Archivo Porfirio Díaz, Universidad Iberoamericana, Cd de México.

SRA, Secretaría de Reforma Agraria, Xalapa, Ver.

---

<sup>1</sup> Révision des Archives de la Nation (AGN), archives agraires (AGA, SRA et ACAM), Archivo Porfirio Díaz, Archives de l'Etat de Veracruz (AGEV), Hemeroteca Nacional, avec l'aide de Gloria Medina et de Rocío Córdoba.

<sup>2</sup> Je ne précise pas ici les détails des conflits et leurs rebondissements entrecroisés. Les sources se trouvent principalement dans AGN Tierras, V.2075, Exp.1, F.113 ; AGN Tierras, V.658, Exp.2, F.257 ; AGN Tierras, V.1155, Exp.4, F.167 et AGN Tierras, V.1411, Exp.2, F.8.

<sup>3</sup> Il existait quatre "*monterías*" ou sites d'exploitation forestière dans la région en 1777, la plupart situées sur les terres de Huaspaltepec (Relación de Corral, cf. Siemens y Brinckman 1976).

<sup>4</sup> Qui intervient à plusieurs reprises dans les conflits, cf. AGN Tierras, V.1155, Exp.4, F.167. Teutilla et AGN Tierras, V.2075, Exp.1, F.113.

<sup>5</sup> Données du Registre Public de la Propriété (RPP) de Cosamaloapan, rapportées dans les documents agraires de l'ACAM Santa Teresa, Xochiapan, Tatahuicapan et Playa Vicente, du municpe de Playa Vicente. Dans les Archives de Porfirio Díaz, on retrouve des lettres d'un américain Schnetz, "ami" de Porfirio Díaz, et d'un français Verger qui souhaitent s'installer dans la région en bénéficiant des mesures permettant l'adjudication de terres aux Compagnies géomètres (Leg.12, C1, D000443 de 1887 ; Leg.013, C006, D002934 de 1888 ; Leg.16, C009, D.004460 y 4461-4463 de 1891).

<sup>6</sup> Ainsi le village de Xochiapa souhaite son rattachement à Villa Alta (1725) pour ensuite demander son adhésion à Cosamaloapan (1741) tout en revendiquant plus tard son appartenance à Villa Alta (1771) et son "unité" avec Latani (AGN Tierras, V.963, Exp.1, F.277). Sur le plan foncier, "les gens de Xochiapan et Latani" contestent les droits des Tuxtepec sur les terres qu'ils leur louent "depuis longtemps", tout en revendiquant pour eux mêmes des droits sur des terres de Tatahuicapan qu'ils ont pris en location. Dans le premier cas ils s'appuient sur la frontière administrative pour dénoncer une "invasion", alors que dans le second ils réclament le droit ouvert par le travail et l'occupation ancienne. D'autres documents mentionnent des dénonciations faites contre leur cacique (AGN Civil, V374, Exp.3), le fonctionnaire royal (AGN Civil, V.217, Exp.1), ou leur curé (AGN Civil, V.246, Exp.8).

<sup>7</sup> Contrairement à la terre (portion d'espace physique), la notion de territoire est toujours associée à des formes d'appropriation et de contrôle qui peuvent varier, depuis le champ juridico-légal jusqu'au symbolique et rituel, mais qui sanctionnent une reconnaissance (ou un conflit de reconnaissance) culturelle, sociale ou politique. Ceci étant, des cas particuliers peuvent donner à "la terre" ce genre de caractères (la terre des ancêtres), ou ôter au territoire ces traits collectifs (les territoires familiaux ou intimes).

<sup>8</sup> Contrairement à "la terre" ou au "territoire", le lieu serait "l'espace dans lequel la distance n'est pas pertinente" (Lévy 2003), c'est-à-dire l'endroit où les relations s'intensifient au point de ne plus s'inscrire dans une logique de différenciation spatiale. Ici, la communauté de résidence est un "lieu" à l'échelle du groupe social ; elle pourrait devenir un autre type d'espace (une aire, un territoire) si on la rapportait au groupe familial par exemple, c'est-à-dire à une échelle plus grande où la différence spatiale redeviendrait pertinente (entre les localisations des édifices publics ou privés, des maisons ou des pièces de la

---

maison, entre les parcelles, etc.). La définition du lieu est donc relative et se rapporte à certaines échelles d'interaction.

<sup>9</sup> On pourra ici se reporter aux réflexions de Eric Léonard (2003) sur la répartition agraire au Mexique comme un processus de frontière : frontière agraire mais aussi sociale et politique dans la mesure où les institutions agraires ouvrent de nouvelles perspectives à certains acteurs locaux (les leaders agraires, les jeunes, les hommes politiques) et redessinent les limites internes et externes des sociétés rurales locales.

<sup>10</sup> Certes, du côté veracruzain, un indien peut tout autant être *ejidatario*, membre d'une Colonie agricole ou propriétaire de ses terres - les cas sont fréquents à Playa Vicente -, mais l'inverse n'est pas vrai. Le statut de biens communaux est réservé aux communautés indiennes qui affichent ainsi clairement leur identité distinctive, comme c'est le cas du côté de Oaxaca.